

L'ÉCONOMIE SOCIALE CAHIER EN MOUVEMENT ■ D'INFORMATION

produit par:



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



L'ENGAGEMENT COLLECTIF

À la vie, à la mort!

Depuis près de dix ans, le marché funéraire québécois est envahi par des entreprises multinationales flairant les profits que pourrait engendrer la croissance des décès au cours des 45 prochaines années. Le réseau des coopératives funéraires québécoises veut protéger le caractère public de ce marché et offrir des services funéraires à moindre coût. Portrait d'un réseau d'entreprises d'économie sociale qui favorise la prise en charge des gens de leur destinée, jusqu'au bout de l'aventure humaine!

« Il faut se donner des institutions qui vont nous appartenir et qui vont répondre à nos besoins. Être le reflet de ce nous sommes et non la copie de l'étranger », déclare Michel Marengo, président de la Fédération des coopératives funéraires du Québec.

Photo: Alain Chagnon

Prise en charge collective et moindres coûts

« La mort devrait relever du domaine public comme toutes les autres étapes ou besoins inévitables de la vie: la naissance, l'éducation, le mariage, la santé. Pour plusieurs c'est la troisième plus grosse dépense qu'ils font dans leur vie après l'achat de la maison et de la voiture. »¹ Ces propos de Michel Marengo, président de la Fédération des coopératives funéraires du Québec (FCFQ), illustrent assez bien la mission que s'est donnée le mouvement coopératif.

« On s'inscrit dans un cheminement de prise en charge des gens de leur propre destinée. Il faut se donner des institutions qui vont nous appartenir et qui vont répondre à nos besoins. Être le reflet de ce nous sommes et non la copie de l'étranger », ajoute-t-il. « Les multinationales américaines évacuent le sacré. Aux États-Unis, les prêtres protestants se déplacent, la cérémonie peut se faire n'importe où. Les salons funéraires, comme les églises, sont plus petits. Ils veulent reproduire leur modèle alors qu'ici c'est encore le lieu et l'occasion d'un rassemblement de familles et d'amis nombreux », précise Alain Leclerc, directeur général de la Fédération des coopératives funéraires du Québec (FCFQ).

Les coopératives ont également comme mission d'offrir des services funéraires à moindre coût. Avant leur implantation, en 1972, les consommateurs québécois payaient 20 % de plus que les autres Canadiens pour un service funéraire, selon une étude du ministère québécois de l'Industrie et du Commerce. En 1993, le prix des funérailles était de 4 503 \$ pour le Canada, 3 920 \$ pour l'ensemble

du Québec et 2 225 \$ pour les utilisateurs d'une coopérative funéraire québécoise, un écart favorable aux coopératives qui a toutefois tendance à se réduire face aux petites entreprises familiales en région. Aujourd'hui, un service complet peut coûter plus de 4 000 \$ et le service le moins cher, soit l'incinération sans exposition, moins de 1 000 \$ dans une coopérative. Mais les écarts avec le marché canadien et québécois se maintiennent, à l'avantage des coopératives.

Des membres informés mais vieillissants

De plus, les coopératives ne s'intéressent pas à leurs membres-clients qu'au moment de leur décès. « On amène les gens à réfléchir et à décider d'avance de la gestuelle d'accompagnement, à préparer leur famille. On désire donner des services aux membres à partir du moment où ils achètent leur carte de membre »,² explique Michel Marengo. La FCFQ publie à 75 000 exemplaires le magazine Profil et organise un colloque annuel sur le thème : La mort parlons-en!

La direction des coopératives du ministère de l'Industrie et du Commerce se préoccupe toutefois du vieillissement des membres administrateurs : « Sans mettre en doute les capacités et les compétences de ces personnes, il n'en demeure pas moins que les coopératives doivent mettre en place des mécanismes favorisant la venue de nouveaux administrateurs qualifiés »

¹ David contre les Goliath de la crémation, entrevue avec Michel Marengo, *Recto Verso*, numéro 275, novembre-décembre 1998.

² Op cit.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises
d'économie sociale

Québec 
Industrie et
Commerce

www.mic.gouv.qc.ca